Et si l'agribashing n'existait pas?

Et si, au lieu de qualifier du terme « agribashing » toutes les critiques sur l'agriculture, il fallait au contraire relativiser le phénomène et tenir compte de ces critiques ? L'opinion de Rémi Mer.



e monde agricole est à bout, exaspéré. Tout propos mal à-propos devient extrêmement sensible. Il en va ainsi des accusations maladroites et infondées d'une élue parisienne sur la responsabilité des agriculteurs dans les inondations de l'hiver dernier ou de l'appréciation rapide d'un porte-parole politique sur un « modèle agricole dépassé » . . . sans oublier les multiples interpellations (glyphosate, controverses néocotinoïdes, perte de biodiversité. mortalité des abeilles...). En d'autres temps, certaines de ces « infos » auraient tout juste mérité une brève ; aujourd'hui, elles suscitent un flot

continu, au mieux de réprobations, au pire d'insultes. Entre-temps, on est passé dans le monde des réseaux sociaux et des « fake news »... Toute critique est vécue comme une attaque, une de plus, pour un monde agricole le dos au mur et déboussolé). Les avis sont perçus instantanément comme un jugement, avant même d'avoir subi les contre-feux d'une argumentation raisonnée pertinente. Les médias traditionnels - et plus encore les médias sociaux deviennent cyniques en jouant plus la surenchère que la modération. Le tout dans l'instantanéité et la réaction, à portée de clic et de like...

C'est dans ce contexte de tensions et de crise économique et morale qu'apparaît le terme « agribashing ». Il est même entré en force dans le jargon agricole, en tout cas, chez ceux qui sont connectés et donc très présents sur les réseaux sociaux. Le terme vient de l'anglais « bash » (frapper violemment), qui évoque également une critique systématique et répétée, et par extension, un jeu ou une forme de lynchage, notamment médiatique. Son usage en agriculture reprend désormais toutes les critiques de l'agriculture, et notamment les plus vives. Du coup, le sentiment



> Antoine Thibault, éleveur laitier dans l'Eure, donne ses opinions régulièrement sur sa chaine YouTube « agriskippy ». Désormais, il fait également partie des animateurs de l'émission TV de C8 C'est que de la télé.

d'agribashing fédère les animosités, le mot lui-même tient lieu de mot d'ordre et devient même le thème central d'assemblées de jeunes et de moins jeunes. Au risque de trouver le responsable (les médias) et d'éviter de se poser les bonnes questions.

En se plaçant quelques années en arrière, des critiques sur la responsabilité des agriculteurs dans le phénomène des inondations auraient certes agacé et soulevé ici ou là des indignations justifiées. Et les agriculteurs auraient très justement revendiqué de défendre leur cause, avec à l'appui l'avis circonstancié d'experts scientifiques. Il aura fallu cette fois qu'une journaliste, Géraldine Woessner d'Europe 1 (suivie de Virginie Garin sur RTL) se fasse leur porte-parole - et leur avocat - pour que le buzz continue. Le communiqué de presse de la Fnsea est largement diffusé dans la presse et plus encore sur les réseaux sociaux, dénonçant les propos de l'élu de Paris comme une « fake news », terme facilement repris par la suite... Depuis, l'Académie de l'agriculture a aussi de son côté fait un point salutaire sur les inondations, revendiquant même au passage de « combattre les fake news depuis 250 ans ». Rien que cela...

La déclaration malheureuse de l'élue parisienne - écologiste et parisienne de surcroît, ce qui n'arrangeait rien à l'affaire - aurait du être noyée dans le flux de reportages et de commentaires sur la France sous les eaux. En quelques twitts, la déclaration se trouve montée en épingle, reprise à souhait sur les réseaux sociaux (Twitter et Facebook notamment). Pire, elle alimente le sentiment d'indignation, encore une fois justifié, et le ressentiment d'un mauvais traitement des agriculteurs, désignés comme boucs émissaires, quand ceux-ci en manque de reconnaissance et de considération, par les politiques comme par les médias. Et quand les deux s'y mettent, on n'est plus très loin du complot... Le terme est d'ailleurs employé à l'occasion ou sous-entendu.

Fake news et « agribashing », même combat?

Ne refaisons donc pas l'erreur des dernières décennies à croire (et faire croire) que les agriculteurs sont les mal-aimés de la société. Et même pour les médias qui n'ont pas l'habitude d'être condescendants, l'actualité du Salon de l'agriculture ou encore la couverture des Etats généraux de

l'alimentation ont donné lieu à de nombreux reportages bienveillants. en parallèle d'émissions télévisées comme « Le champ des possibles », « Les champs de la colère » sur France 5 ou même Cash investigation sur Lactalis et le marché laitier. Même l'actualité cinématographique sur le monde agricole est particulièrement généreuse ces derniers mois comme en témoigne le film « Petit Paysan » d'Hubert Charruel. Il semble en revanche que les médias nationaux - tout comme la presse magazine hebdomadaire - n'ont pas été à la hauteur des débats soulevés par les éEtats généraux de l'alimentation (EGA), ni d'ailleurs des manifestations, notamment celles du Sud-Ouest.

Ce serait néanmoins une erreur de faire passer les agriculteurs comme les « victimes du système » (médiatique, économique, et j'en passe). La focalisation sur l'agribashing et les # correspondants (#STOP#agribashing, #lesagriculteursboucsemissaires, #lafakeagricole) #agribashing, renforce ce statut de victime ou de bouc émissaire. Même si ça peut faire du bien en passant à ceux qui s'estiment pris à partie (et parfois très injustement), cela ne présage pas du recul difficile, mais nécessaire. Bien au contraire, cela risque d'accentuer





les positions populistes, voire désespérées. Pas sûr que l'agriculture et les agriculteurs y gagnent au final.

Agribashing, vraiment?

Si le terme agribashing est récent (moins de deux ans), il fait suite au « food bashing » apparu dès 2014. Le Syrpa, qui regroupe les communicants du monde agricole, organise cette année-là une conférence sur ce thème. Parallèlement, (association nationale des industries agroalimentaires) recense nombreux reportages à charge contre l'industrie agroalimentaire, en pointant à l'occasion le service public (un responsable national fait état de « 86 émissions à charge contre l'agriculture sur le service public en 2017 »). En tout état de cause, il semblerait indispensable de différencier ce qui relève d'une critique sur les pratiques des industries agroalimentaires (les processus industriels sont souvent peu transparents) et les références explicites à un approvisionnement agricole. Cela pose d'ailleurs des questions de « solidarité » intrinsèque entre les maillons de la filière dans une logique de transparence et de responsabilité. En clair, les agriculteurs ont-ils intérêt à rester solidaires de pratiques peu transparentes, quand ils ont le sentiment d'être de leur côté hypercontrôlés au stade amont?

Le terme d'agribashing lui-même ne semble pas adapté pour rendre compte des relations entre les agriculteurs et la société. Et « mal nommer les choses rajoute au malheur du monde », comme disait Albert Camus. On ne le redira jamais assez : les agriculteurs bénéficient d'une bonne image dans l'opinion publique. Tous les sondages le confirment, mais les agriculteurs n'y croient pas! Cela n'empêche pas nos concitoyens d'avoir des interrogations (et donc des attentes non satisfaites) sur certains points comme l'environnement ou la protection de la santé.

On peut être tout aussi perplexe devant ce qui apparaît de plus en plus comme une guerre de l'opinion, ou mieux de l'image, comme en témoignent certains appels à la guerre digitale. On pourrait d'ailleurs lui opposer tout aussi facilement celui de média-bashing pour certains, d'écolo-bashing pour

« Les agriculteurs bénéficient d'une bonne image dans l'opinion publique. Tous les sondages le confirment, mais les agriculteurs n'y croient pas ! Cela n'empêche pas nos concitoyens d'avoir des interrogations (et donc des attentes non satisfaites) sur certains points comme l'environnement ou la protection de la santé. »

d'autres. Bashing contre bashing? Evitons d'entrer dans une polémique de cour de récréation ou d'un ring, car il ne s'agit pas d'un jeu, ni d'un sport... Et ce serait dramatique d'entraîner le monde agricole dans un scénario conflictuel. Les échanges sur les réseaux sociaux accentuent le sentiment d'être la cible et la victime des attaques, le plus souvent isolées de militants « hashtivistes »! Le risque de dérapages est fréquent, débouchant sur des insultes, et la violence verbale parfois clairement assumée et partagée. Ce faisant,

les réseaux sociaux propagent à leur insu la violence d'origine, sans prendre le temps de la critique de la critique ou de la mise en avant d'arguments. Il ne faudrait pas en conclure que les relations entre agriculture et société sont dominées par la violence. Néanmoins, à force d'accumuler ainsi les critiques et les aigreurs, on risque de fait de faire croire à une machination, voire un complot (des politiques, des médias, et que sais-je encore), comme si l'agriculture et les agriculteurs





étaient l'objet d'une campagne de dénigrement orchestrée (par qui ?), victimes d'accusations, dont certaines fausses ou pour le moins excessives. On retrouve ici un des effets pervers pressentis des réseaux sociaux, souvent présentés aujourd'hui comme une alternative au « bashing » en cours, qui mérite d'être sérieusement relativisé.

Il faudrait d'ailleurs relier cette question du bashing (« battre avec violence ») à l'évolution des médias, et de la société en général, sur de nouvelles formes de violence, à quoi il faudrait rajouter la violence symbolique liée aux « attaques identitaires » dont se sentent victimes les agriculteurs au niveau individuel (psychologique) et collectif (sociologique) qui remettent en cause leur existence même (cf abolitionnistes) ou leur pérennité.

Le poids des réseaux sociaux

Le phénomène des réseaux sociaux est encore trop récent pour en évaluer l'usage et l'impact en agriculture L'un des effets positifs est manifestement la prise de parole des agriculteurs euxmêmes, et ce, de façon autonome, souvent en dehors des organisations classiques. On a vu ainsi apparaître des agriculteurs qui deviennent de fait les porte-parole des agriculteurs

(#CeuxQuiFontlLeLait; #agridemain; #Agribretagne). Ces agriculteurs ont désormais leur propre réseau (#FrAgTw) et sont régulièrement invités à témoigner de leur démarche de communication et de leur pratique. Et c'est tant mieux. Il faudra néanmoins encore attendre un peu pour en évaluer l'efficacité par rapport aux objectifs (qui veut-on toucher ? quels messages faire passer ? quels effets attendus ?).

Faute de recul suffisant, on peut déjà faire l'hypothèse que cette présence sur les réseaux sociaux répond à de multiples attentes : vouloir s'exprimer, prendre la parole, devenir visible ou audible, donner son avis sur l'actualité, témoigner de ses pratiques, réagir le cas échéant à des critiques, intervenir dans le champ des controverses et des polémiques ou au contraire se

prononcer pour une « communication positive », plus centrée sur le témoignage ou sur les pratiques que sur la défense ou la justification. Tout cela sans mandat institutionnel, même si certains « agritwittos » ne cachent pas leur engagement, par exemple syndical. Certains espèrent un effet d'entraînement par le buzz provoqué, les relais attendus (retwitter, ou partager...) et la satisfaction d'être suivi (par les followers), d'être aimé et soutenu (les like), sans oublier les commentaires, plus rares et le plus souvent favorables. On peut dès lors supposer que les initiateurs cherchent autant, sinon plus, la reconnaissance de leurs pairs, à défaut d'avoir la preuve de celle de leurs concitoyens. Pour autant, la présence « engagée », au-delà de la consultation reste encore marginale.



Les réseaux sociaux contribuent de fait à la constitution d'une « nouvelle » identité numérique au niveau individuel, par la prise de parole, la reconnaissance des pairs au nombre de followers ou de partages, la visibilité sociale, à la fois en interne et en externe, notamment par les médias.... Mais on voit aussi se construire une identité collective à travers la constitution de groupes (ouverts ou fermés), la cohésion des positions, le niveau d'engagement, la gestion des dissidences éventuelles ou des désaccords. Plus largement les réseaux sociaux vont constituer alors un véritable laboratoire des débats publics sur l'agriculture, une nouvelle arène où s'exprimeront de multiples avis d'agriculteurs d'une part, et sur l'agriculture d'autre part.

Entre deux mondes...

On sort tout juste des états généraux de l'alimentation (EGA) et la loi Alimentation n'est pas encore votée. Si la démarche des EGA est à l'origine plutôt bien reçue, la loi Alimentation est devenue un facteur de division des politiques, soumis aux groupes de pression, voire aux lobbys, une sorte de rendez-vous manqué avec l'opinion publique et la société. Les agriculteurs sont réservés, voire résignés ou ouvertement déçus. Les plus pressés attendent du concret, à savoir un relèvement des prix et une remise à niveau des revenus... Et comme les prix ne remontent pas aussi vite que prévu, les manifestations peuvent reprendre à tout instant.

Y aurait-il deux mondes ? Celui du microcosme des médias, médias sociaux compris, où chacun joue des coudes pour se faire sa place, et celui des campagnes à l'écart des tribunes, voire des tribunaux médiatiques ? Dans le même temps, surgissent de partout des injonctions à communiquer « plus et mieux », à prendre le chemin de la réconciliation avec la société, de trouver des moyens de pouvoir - enfin - débattre... Tout reconnaissant implicitement que la communication antérieure ou l'information ne suffiront pas à renouer le dialogue, ni à réduire le fossé qui se serait creusé entre les agriculteurs et la société, non par intention délibérée de part et d'autre, mais à l'issue d'un processus « inconscient » de mise à distance des uns et des autres.

Lors de ces constats, on parle de distance et d'incompréhension, et

parfois aussi de réconciliation autour des attentes sociétales. Pourra-t-on encore simplement s'écouter sans se juger et faire appel de part et d'autre à un minimum de retenue et de bienveillance ? Existe-t-il une autre alternative que de se rapprocher des consommateurs comme des citoyens, si tant est que ceux-ci reconnaissent l'origine et la valeur des produits achetés. Ceux-ci sont prêts à soutenir leur agriculture et leurs agriculteurs à qui ils font globalement confiance, même s'ils expriment des réserves ou des critiques, condition de leur soutien total?

Comment expliquer cette multiplication, non seulement des controverses (les points de tension sont nombreux), mais aussi des lieux où les débats sociétaux et les controverses qui leur sont liées sont nommément mis à l'agenda (Agrodispute de l'Ina Paris Grignon, débat de l'Ensat de Toulouse sur « L'ingénieur face aux débats sociétaux », « Controverses de l'agriculture et de l'alimentation » programmé par Réussir Agra-Presse, le débat fin novembre « Agriculture et société » de Sol et civilisation, le colloque en avril 2018 du programme Accept... sur l'acceptabilité sociale de l'élevage, la journée sur Elevage et société d'Allice et de France Conseil Elevage, sans oublier une des initiatives les plus anciennes, comme les controverses annuelles de Marciac, désormais tenues à Bergerac.

L'épreuve du temps

A défaut de deux mondes, il y a plus vraisemblablement le choc de deux « temporalités », entre la situation vécue à court terme et la vision d'un avenir à plus long terme, dont chacun peut percevoir les grandes lignes et un contexte qui laisserait le temps de s'adapter. On le voit bien quand il s'agit de définir les modalités d'adaptation au marché des agriculteurs et des filières (à travers l'impératif de « monter en gamme ») et la transition des systèmes de production pour répondre aux attentes des citoyensconsommateurs, voire de la société, prise ici dans son hétérogénéité. Les producteurs devraient répondre à la versatilité des consommateurs (y compris les effets de mode) en adaptant aussi rapidement que possible leurs capacités productives, adopter de nouveaux cahiers des charges, sans compter sur une réglementation très instable.



On peut faire l'hypothèse que tant que la crise sera aussi présente dans les esprits (avec ses conséquences dramatiques sur les trésoreries comme sur les revenus), les agriculteurs auront beaucoup de mal - et on les comprend - à entendre et ensuite prendre en compte les attentes exprimées parfois positivement, parfois sous forme d'interrogations et de critiques, plus rarement de contestations plus radicales, comme les manifestations de militants abolitionnistes contre l'élevage. Cela renforce le sentiment de lassitude, de désespoir parfois... Le pire serait de tomber dans la résignation ou l'impuissance devant ce qui ressemblerait à certains comme une impasse. Le slogan présidentiel « il faut penser printemps » aurait du être suivi a minima d'éclaircies dans la conjoncture et de retrouvailles autour des récoltes de l'année. C'est le triste paradoxe de la situation actuelle : on a le sentiment que le temps joue contre les intérêts des agriculteurs eux-mêmes.

Il y a tout à craindre que le sentiment d'agribashing ne perdure, même si les critiques devenaient moins vives ou moins fréquentes. Cela ne sera pas sans conséquence sur la stratégie de communication et par conséquence, les modalités de présence même des agriculteurs dans les débats publics et notamment sur les réseaux sociaux. Si ces derniers sont fédérateurs et relativement mobilisateurs en interne, ils s'avèrent peu propices au dialogue avec la société. Un dialogue pourtant indispensable, à inscrire dans la durée.

Rémi Mer ex journaliste et consultant en communication